



LE MONDE. *diplomatique*

5,40 € - Mensuel - 28 pages

DOSSIER : LE SOULÈVEMENT FRANÇAIS

Quand tout remonte à la surface

Avec les « gilets jaunes », un pouvoir trop sûr de lui et prétendant servir de modèle à l'Europe a dû céder devant la révolte de groupes sociaux jusque-là peu mobilisés collectivement. En un mois, transports, fiscalité, environnement, éducation et démocratie représentative ont été remis en cause.

PAR SERGE HALIMI

À PARIS, le 15 décembre 2018, trois « gilets jaunes » se relaient place de l'Opéra pour lire une allocution adressée « au peuple français et au président de la République, Emmanuel Macron ». Le texte annonce d'emblée : « Ce mouvement n'appartient à personne et à tout le monde. Il est l'expression d'un peuple qui, depuis quarante ans, se voit dépossédé de tout ce qui lui permettait de croire à son avenir et à sa grandeur. »

En moins d'un mois, la colère inspirée par une taxe sur les carburants a ainsi débouché sur un diagnostic général, à la fois social et démocratique. Les mouvements qui agitent des populations peu organisées favorisent leur politisation accélérée. Au point que le « peuple » se découvre « dépossédé de son avenir » un an et demi après avoir porté à sa tête un homme se targuant d'avoir balayé les deux partis qui, depuis quarante ans justement, s'étaient succédé au gouvernement.

Et puis le premier de cordée a dévissé. Comme, avant lui, d'autres prodiges de son acabit, eux aussi jeunes, souriants, modernes : MM. Laurent Fabius, Anthony Blair et Matteo Renzi, par exemple. Pour la bourgeoisie libérale, la déception est immense. L'élection présidentielle de 2017 – un miracle, une divine surprise, une martingale – lui laissait espérer que la France était devenue une île heureuse dans un Occident tourmenté. À l'époque du couronnement de M. Macron sur



© ADAGR, PARIS, 2019 - GALERIE OLIVIER WALTMAN, PARIS

FRANÇOIS BARD. – « Cours! », 2018

fond d'Hymne à la joie, l'hebdomadaire britannique *The Economist*, parfait étalon du sentiment des classes dirigeantes internationales, le représenta, tel Jésus, marchant sur l'eau, en costume éclatant et le sourire aux lèvres.

La mer a englouti l'enfant prodige, trop confiant en ses méditations et trop méprisant de la condition économique des autres. Pendant une campagne électorale, la détresse sociale n'intervient que comme un décor, en général pour expliquer le choix de ceux qui votent mal. Mais, ensuite, quand les « colères anciennes » s'additionnent et que, sans considération pour ceux qui n'en peuvent plus, on en suscite de nouvelles, le « monstre », comme l'appelle M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, peut surgir hors de sa boîte (1). Alors, tout devient possible.

(Lire la suite pages 14 et 15, et notre dossier pages 13 à 19.)

(1) « Un monstre qui est né de colères anciennes », Christophe Castaner, Brut, 8 décembre 2018, <https://brut.live/fr>

VOTRE E

Un de

L'industrie presque en vendre au tement de croissent, cela, il ne modifier à

CETTE JOURNÉE particulièrement épr Il avait passé de lon tionner les témoins é dans un tribunal p Jersey où, la veille, tricité avait eu rais conditionné. Enfin cl dans l'air frais cor l'océan. Pour la pre matin, il respira pro un apéritif et mona corder une longue c retentit au moment l mençait à ruisseler s loris. Il enfila un tee-dévala les escaliers. il se retrouva nez à lescents qui agitaie portables sous son r

– Hé ! Vous ave votre jardin. Il est aller l'attraper ?

– Un quoi ?

* Professeure émérite à :

(Suite de la première page.)

effacement d'une mémoire de gauche en France explique qu'on si peu relevé les analogies entre le mouvement des « gilets jaunes » et les grèves ouvrières de mai-juin 1936. Déjà, la même surprise des supérieures devant les conditions d'existence des travailleurs devant leur exigence de dignité : « *Tous ceux qui sont étrangers à la vie d'esclave, expliquait alors la philosophe et militante ouvrière Simone Weil, sont incapables de comprendre ce qui a été décisif dans leur affaire. Dans ce mouvement, il s'agit de bien autre chose que de telle revendication particulière, si importante soit-elle. (...) Il est, après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser se redresser, se tenir debout. Prendre la parole à son tour* (2). » Évoquant ensuite les accords de Matignon, qui accouchèrent des congés payés, de la semaine de quarante heures et d'une augmentation rémunératoire, Léon Blum rapportera l'échange entre deux négociateurs du patronat : « *J'ai entendu Duchemin dire à M. Richemond, tandis qu'on lui mettait sous les yeux les taux de certains salaires : "Comment est-ce possible ? Comment avons-nous pu laisser faire cela ?"* (3) »

UN UNIVERS DE CONTRAINTES TECHNOLOGIQUES, DE QUESTIONNAIRES À REMPLIR, DE PRODUCTIVITÉ À MESURER

M. Macron aurait-il eu la même révélation en entendant les « gilets jaunes » raconter leur quotidien ? Les yeux rivés sur un prompteur, du, plutôt pâle, il a en tout cas admis que « *l'effort qui leur a été demandé était trop important* » et qu'il « *n'était pas juste* ». La « pédagogie » peut être joyeuse quand elle change de destinataire.

« Comment avons-nous pu laisser faire cela ? » Chacun connaît mieux, grâce aux « gilets jaunes », la liste des injustices commises par l'actuel gouvernement : 5 euros de moins par mois en 2017 pour les bénéficiaires de l'aide personnalisée au logement (APL) et, en même temps, la suppression de la progressivité de la fiscalité sur le capital ; l'élimination de l'impôt sur la fortune (ISF) et, en même temps, la baisse du pouvoir d'achat des retraités. Sans oublier le plus coûteux : la « simplification comptable » du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) versé aux entreprises. L'an prochain, le Trésor public le paiera donc deux fois à M. Bernard Arnauld, première fortune d'Europe, propriétaire de Carrefour et de LVMH, du *Parisien* et des *Échos*. Cette seule mesure va coûter près de 40 milliards d'euros en 2019, soit 1,8 % du produit intérieur brut (PIB) ou, si on préfère... plus de cent fois le montant de la réduction des APL. Dans une « *vidéo coup de gueule* » de cinq minutes qui contribua au déclenchement du mouvement des « gilets jaunes », M^{me} Jacqueline Mouraud interrogeait M. Macron à plusieurs reprises : « *Mais qu'est-ce que vous faites du pognon ?* » Voilà la réponse.

Un plein d'essence exorbitant, un contrôle technique automobile encore plus tatillon, et tout est remonté à la surface. Les banques qui se gavent sur chaque crédit qu'elles octroient, mais qui, par souci d'économies, « regroupent » leurs agences, c'est-à-dire les ferment, et clôturent les comptes de leurs clients lorsqu'ils rédigent un chèque sans vérifier leur solde pour boucler une fin de mois. Les retraites, déjà trop faibles, que le gouvernement ponctionne comme si elles étaient sa caverne d'Ali Baba. Les femmes qui élèvent seules leurs enfants et qui peinent à toucher la pension alimentaire de leurs anciens compagnons, souvent aussi pauvres qu'elles. Les couples qui doivent cohabiter malgré leur mésentente parce qu'ils ne peuvent pas payer deux loyers. Les nouvelles dépenses obligatoires, Internet, ordinateur et smartphone, qu'on règle non pas pour le plaisir de regarder des films sur Netflix, mais parce que la rationalisation des services de La Poste, du fisc, de la SNCF, la disparition des cabines téléphoniques aussi, ont détruit toute possibilité de vivre sans. Et les maternités qui ferment, les commerces qui s'étiolent, Amazon qui partout étale ses entrepôts. Tout cet univers d'anomie sociale, de contraintes technologiques, de questionnaires à remplir, de productivité à mesurer, de solitude, aussi, existe peu ou prou ailleurs qu'en France (*lire l'article pages 20 et 21*) ; il s'impose sous des régimes politiques très différents, et il a précédé l'élection de M. Macron. Mais le président français semble aimer ce nouveau monde et en avoir fait son projet de société. C'est aussi pour cela qu'il est hai.

Pas par tous, cependant : ceux qui s'en sortent bien, diplômés, bourgeois, habitants des métropoles, commencent dans le même optimisme que lui. Aussi longtemps que le pays est calme, ou désespéré, ce qui revient au même, le monde et l'avenir leur appartiennent. Propriétaire d'un de ces pavillons qui, dans les années 1970, représentaient un symbole d'ascension sociale, un « gilet jaune » ironisait avec amertume : « *Quand les avions passent à basse altitude au-dessus du lotissement, on se dit :*

"Tiens, c'est les Parisiens, qui, eux, peuvent partir en vacances. Et, en plus, ils nous lâchent du kérosène." (4) »

M. Macron peut toutefois compter sur d'autres appuis que celui des bourgeois nomades de la capitale, journalistes compris. Celui de l'Union européenne, par exemple. Avec un Royaume-Uni qui retourne à son insularité, une Hongrie qui renâcle, une Italie qui désobéit, elle ne peut pas se passer de la France ni la punir comme la Grèce quand ses comptes dérapent. Car, pour affaibli que soit M. Macron, il reste l'une des rares pièces encore vaillantes sur l'échiquier de l'Europe libérale. Bruxelles et Berlin veilleront donc à ce qu'il tienne.

LA BOURGEOISIE, QUI A LE SENS DE SES INTÉRÊTS, SAIT FAIRE BLOC QUAND LA MAISON BRÛLE

Au point de concéder à Paris quelques péchés capitaux. Quatre jours avant que le président français annonce qu'il acceptait plusieurs demandes des « gilets jaunes », ce qui entraînerait une révision à la hausse du déficit budgétaire au-delà de la sacro-sainte limite des 3 % du PIB, le commissaire européen aux affaires économiques et financières Pierre Moscovici, au lieu de le gronder et de le menacer dans l'espoir de le dissuader de faire preuve d'une aussi folle imprévoyance, fit savoir qu'il n'y verrait aucun inconvénient : « *Mon rôle à moi, qui suis le gardien du pacte de stabilité et de croissance, n'est pas de dire à tel ou tel pays : "Vous devez couper dans telle ou telle dépense sociale, vous devez toucher à tel ou tel impôt." (...) Cette règle des 3 %, ce n'est pas la principale. Gérard Darmanin [le ministre des comptes publics français] disait, je l'entendais : "2,9 ou 3,1, ce n'est pas l'enfer ou le paradis" ; là-dessus, il n'a pas totalement tort, et c'est à la France de décider de ce qu'elle doit faire. Moi, je ne vais pas dire aujourd'hui : "La France est menacée de sanctions, elle est sortie des procédures de déficit" » (France Inter, 6 décembre 2018). On ne saurait trop conseiller aux Espagnols, aux Italiens, aux Grecs de traduire un tel passage (nos éditions internationales s'en chargeront...) et à un prochain gouvernement français, dont la souveraineté économique serait plus contestée et les dérapages budgétaires moins bien acceptés, d'en conserver la transcription dans ses dossiers.*

« *Dans les moments de crise, le chiffrage est secondaire* », a plaidé M. Macron devant les parlementaires de sa majorité pour justifier la dizaine de milliards d'euros de déficit supplémentaire à laquelle il venait

(2) Simone Weil, « La vie et la grève des ouvrières métallistes », *La Révolution prolétarienne*, Paris, 10 juin 1936.

(3) Cité dans *Quand la gauche essayait. Les leçons du pouvoir (1924, 1936, 1944, 1981)*, Agone, Marseille, 2018.

(4) Cité par Marie-Amélie Lombard-Latune et Christine Ducros, « Derrière les "gilets jaunes", cette France des lotissements qui peine », *Le Figaro*, Paris, 26 novembre 2018.

ACCÉDEZ À L'INTÉGRALITÉ DU JOURNAL DEPUIS SA CRÉATION

- plus de 60 années d'archives depuis 1954
- plus de 700 numéros du journal
- plus de 400 cartes
- plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

Abonnez-vous !

www.monde-diplomatique.fr/archives



FRANÇOIS BARD. - « Recul nécessaire », 2018

le se résoudre. Et Mme Angela Merkel a presque aussitôt appuyé le recul le son partenaire, destiné, selon elle, à « répondre aux plaintes des gens ». L'opposition de droite française s'est également empressée d'appeler à l'arrêt des manifestations. La bourgeoisie, qui a le sens de ses intérêts, sait faire bloc quand la maison brûle. Pour « sauver le soldat Macron », le patronat a même encouragé les entreprises à verser une prime exceptionnelle à leurs salariés – son président allant jusqu'à réclamer une hausse du smic ! Et les médias ont cessé de persifler un pouvoir aux abois. Un économiste et un politologue bien introduits les avaient prévenus : « Les journalistes doivent se rappeler qu'ils ne sont pas de simples observateurs mais qu'ils font partie des élites dont le rôle est aussi de préserver le pays du chaos (5) ». Message reçu par l'éditorialiste du *Figaro* après le discours du président de la République : « Pour l'heure, il faut reconnaître à l'extrême le mérite d'avoir préservé l'essentiel. (...) Les mesures fiscales en faveur de l'investissement (suppression partielle de l'ISF, flat tax, sur l'épargne...) sont maintenues, ainsi que les baisses de charges et d'impôts pesant sur les entreprises. Pourvu que cela dure (6) ! »

UN SENTIMENT DE DÉFIANCE ABSOLU ENVERS LES CANAUX HABITUELS DE REPRÉSENTATION

On ne saurait exclure que ce vœu soit exaucé. Le pouvoir a vacillé, il n'est pas à terre ; il s'est ressaisi, protégé par les institutions de la V^e République et par une majorité parlementaire qui lui restera d'autant plus fidèle qu'elle lui doit tout. Il a aussi fait comprendre que son libéralisme d'affichage ne l'empêcherait pas de déployer des véhicules blindés à Paris et d'interpellé préventivement des centaines de manifestants (1 723 le 8 décembre), comme il l'avait déjà fait deux semaines de suite. Il n'a reculé ni devant la fabrication de la peur – l'Élysée évoquant un « *noyau dur* » venu à Paris « pour tuer » – ni devant l'invocation d'un complot étranger – russe, bien entendu. Enfin, en mettant lui-même en avant la « *question de l'immigration* ». M. Macron a confirmé sa disposition au cynisme politique.

Le pouvoir pourra également se prévaloir de la faible prise en compte par les « gilets jaunes » de l'ordre économique international. Les fanfa-

ronnades « jupitériennes » du président de la République, sa symbiose avec l'univers financier et culturel des riches ont en effet favorisé l'illusion selon laquelle sa politique relevait d'un caprice personnel, et qu'il lui était donc loisible d'en changer radicalement sans remettre en cause toutes sortes de verrous. Mais la France ne dispose plus de sa monnaie, ses services publics sont subordonnés à la politique européenne de la concurrence, son budget est scruté ligne à ligne par les responsables allemands, et c'est à Bruxelles que se négocient ses traités commerciaux. Pourtant, dans la liste des quarante-deux demandes les plus diffusées par les « gilets jaunes », le terme « Europe » et l'adjectif « européen » ne figurent pas une seule fois.

De la même manière, les occupants des ronds-points et leurs partisans ont semblé plus soucieux de protester contre le nombre de parlementaires et les privilèges des ministres que de mettre en accusation l'impuissance de leurs gouvernements. Or, on vient de l'observer dans le cas de Ford, le patron d'une multinationale américaine peut refuser de prendre un ministre français au téléphone, y compris après que sa société a annoncé la fermeture d'une usine à Blanquefort, près de Bordeaux, et la mise au chômage de ses 850 salariés (7).

Analysant, il y a vingt ans, le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998, Pierre Bourdieu y voyait un « *miracle social* », dont la première conquête était son existence même : « *Il arrache les chômeurs, et avec eux tous les travailleurs précaires, dont le nombre s'accroît chaque jour, à l'invisibilité, à l'isolement, au silence, bref à l'inexistence* (8) ». Le surgissement des « gilets jaunes », aussi « miraculeux » et beaucoup plus puissant, témoigne de l'appauvrissement graduel de franges toujours plus larges de la population. Mais aussi d'un sentiment de défiance absolu, proche du dégoût, envers les canaux habituels de représentation : le mouvement n'a ni dirigeants ni porte-parole, il rejette les partis, écarte les syndicats, ignore les intellectuels, combat les médias. D'où, probablement, sa popularité, qu'il a conservée y compris après des scènes de violence dont n'importe quel autre pouvoir aurait tiré profit. Il pourra également mettre en avant la satisfaction d'une partie de ses revendications. A l'exception des détenteurs de fortunes, qui peut en dire autant depuis dix ans ?

Inutile de prétendre lire l'avenir d'un mouvement aussi culturellement étranger à la plupart de ceux qui font ce journal et de ceux qui le lisent.

><

✳



><

><

DEUX CORTÈGES QUI SE CROISENT SANS SE RÉPONDRE, DEUX GAUCHES QUI S'IGNORENT

En 2010, le journaliste François Ruffin évoquait l'image de deux cortèges progressistes qui, à Amiens le même jour, s'étaient croisés sans se rejoindre. D'un côté, un défilé des ouvriers de Goodyear. De l'autre, une manifestation d'altermondialistes contre une loi antiféministe en Espagne. « *C'est, écrivait Ruffin, comme si deux mondes, séparés seulement de six kilomètres, se tournaient le dos. Sans possibilité de jonction entre les "durs" des usines, et, comme l'ironise un ouvrier, "les bourgeois du centre qui font leur promenade"* (9) ». Au même moment, le sociologue Rick Fantasia relevait lui aussi, à Detroit, aux États-Unis, l'existence de « *deux gauches qui s'ignorent* », l'une composée de militants sans perspective politique, l'autre de réalistes sans volonté d'action (10). Même si les chivages d'Amiens e de Detroit ne se superposent pas tout à fait, ils renvoient au gouffre croisant entre un univers populaire qui subit des coups, essai de les rendre et un monde de la contestation (trop ?) souvent inspiré par des intellectuels dont la radicalité de papier ne présente aucun danger pour l'ordre social. C'est aussi ce divorce que le mouvement des « gilets jaunes » a rappelé à sa façon. Il ne lui appartient pas seul d'y porter remède...

SERGE HALIMI.

(5) Elie Cohen et Gérard Grunberg, « Les Gilets jaunes : une double régression », *Télé* 7 décembre 2018, www.telos.eu.com

(6) Gaëtan de Capèle, « L'heure des comptes », *Le Figaro*, 11 décembre 2018.

(7) Cf. collectif, *Ford Blanquefort même pas mort !*, Libertalia, Montreuil, 2018.

(8) Pierre Bourdieu, *Contre-feux*, Raisons d'agir, Paris, 1998.

(9) François Ruffin, « Dans la fabrique du mouvement social », *Le Monde diplomatique* décembre 2010.

(10) Rick Fantasia, « Ces deux gauches américaines qui s'ignorent », *Le Monde diplomatique* décembre 2010.